



Voici un résumé de ce qui s'est passé ces dernières semaines



Vie privée et communications électroniques : une réforme délicate

La réforme de la directive « Vie privée et communications électroniques » a été relancée par le Conseil des ministres européens. L'objectif vise à substituer à la directive de 2002 un règlement européen « e-privacy ». • [Lire l'article](#)



La raison d'être des robots Conférence Tech Talk Online

Alain Bensoussan a animé le premier talk-show de l'année organisé par Tech Talk Online via Twitch sur le thème de la raison d'être des robots. Cet événement fait partie d'un cycle de conférences dédié à tous les étudiants des réseaux GES et Educative Group. • [Lire l'article](#)



La classification des différents actifs numériques

Cryptomonnaies, actifs numériques, jetons numériques... ces concepts cohabitent et désignent des réalités difficiles à appréhender. Cet article expose les moyens de classification de ces notions. • [Lire l'article](#)



Focus : les procédures de contrôle de l'AFA

La publication des Recommandations anticorruption offre l'opportunité de se pencher sur les procédures de contrôle de l'Agence française anticorruption (AFA). • [Lire l'article](#)



Shrems II : une opportunité pour le cloud souverain

Les conséquences de l'arrêt Shrems II invalidant l'accord sur le transfert de données personnelles vers les États-Unis (*Privacy Shield*) constituent une opportunité pour le cloud souverain. • [Lire l'article](#)



Certificats de vaccination : les recommandations du réseau eHealth

Les 27 États membres de l'Union européenne (« UE ») travaillent depuis plusieurs semaines sur un projet de certificats de vaccination, dans le cadre du réseau e-santé (ou « eHealth ») • [Lire l'article](#)



Webinaire Entreprise et surveillance numérique

Virginie Bensoussan-Brulé a participé au webinaire « Entreprise et surveillance numérique » organisé par l'Association Alumni Dauphine Master 240, en partenariat avec l'Union des Jeunes avocats de Paris. • [Lire l'article](#)



Diffamation par une élue sur Facebook et excuse de bonne foi

Faute de pouvoir bénéficier de l'excuse de bonne foi, une élue engage sa responsabilité pour avoir diffamé son adversaire politique et doit lui verser des dommages et intérêts • [Lire l'article](#)



L'Agence française anticorruption : rôle et missions

La récente publication des recommandations anticorruption donne l'occasion de revenir sur le rôle, l'organisation et les missions de l'Agence française anticorruption (AFA). • [Lire l'article](#)



Gouvernance de l'IA : Le réseau Lexing® vous informe

Gouvernance de l'IA : Comment répondre aux opportunités et aux défis de l'IA ? est le thème du dernier numéro de « Lexing Insights » réalisé par les membres du réseau Lexing®. • [Lire l'article](#)



Rapport Bothorel pour une politique publique de la donnée

Le rapport pour une politique publique de la donnée rappelle la nécessaire mise en œuvre d'une politique d'ouverture des données. • [Lire l'article](#)



Focus sur les contrôles sur audition par la Cnil

Les contrôles sur audition sont l'une des formes de contrôle que peut exercer la Cnil avec les contrôles sur place, en ligne et sur pièces. Bien qu'encore peu usité, la tendance semble être à l'augmentation de cette pratique. • [Lire l'article](#)



Fichiers de sécurité publique et données personnelles

Le Conseil d'État approuve l'élargissement de l'accès aux données personnelles de trois fichiers de sécurité publique (PASP, GIPASP et EASP). Il n'est pas considéré comme portant une atteinte disproportionnée à la liberté d'opinion de conscience et de religion, ou syndicale. • [Lire l'article](#)



Formation sur les règles du e-commerce appliquées au textile habillement

Naima Alahyane Rogeon anime une formation sur les règles du e-commerce appliquées au textile habillement organisée par la Fédération de la maille de la Lingerie & du Balnéaire le 9 mars 2021. • [Lire l'article](#)



Parution du n° 66 de Planète Robots

Le n°66 de Planète Robots (février-mars 2021), en kiosque depuis le 26 janvier, consacre sa Une au robot compagnon Buddy, le premier robot doté d'une raison d'être. • [Lire l'article](#)



Preuve d'une faute grave tirée d'un compte privé Facebook

La Cour de cassation considère que la preuve du licenciement pour faute grave d'un salarié par la production d'une publication de son compte privé Facebook est licite. • [Lire l'article](#)

Nos prochains petits-déjeuners débats en visioconférences



Les aspects juridiques et techniques des noms de domaine

Anne-Sophie Cantreau et Anthony Sitbon animent le 10 mars 2021 un petit-déjeuner en visioconférence sur les aspects juridiques et techniques des noms de domaine. • [Programme et inscription](#)



Comment assurer la conformité au RGPD dans les collectivités territoriales ?

Anne Renard anime le 17 mars 2021 un petit-déjeuner en visioconférence intitulé « Comment assurer la conformité au RGPD dans les collectivités territoriales ? » • [Programme et inscription](#)



Fin de la saga sur la conformité des cookies ?

La saga sur la conformité des cookies, épisode final de la dernière saison ? Céline Avignon anime le 31 mars 2021 un petit-déjeuner en visioconférence sur ce thème. • [Programme et inscription](#)



Comment réaliser des analyses d'impact dans le secteur bancaire ?

Frédéric Forster anime le 7 avril 2021 un petit-déjeuner en visioconférence sur la réalisation d'analyses d'impact dans le secteur bancaire. • [Programme et inscription](#)

Textes et jurisprudence clés

Neutralité du net en Californie – Une cour fédérale a donné raison à la Californie face aux fournisseurs d'accès Internet (FAI) qui demandaient le retrait de la loi protégeant la neutralité du net, soit l'égalité de tous les flux de données sur Internet ([L'usine-digitale.fr](#) du 24-02-2021).

Défaut d'information des consommateurs – Le géant du e-commerce CDiscount a été sanctionné d'une amende de 986 432 euros par la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Gironde, pour manquements en matière d'information des consommateurs ([Communiqué DGCCRF](#) du 22-02-2021).

Brexit et Transfert de données – La Commission européenne engage un processus concernant les flux de données à caractère personnel vers le Royaume-Uni qui devrait conduire à l'adoption de deux décisions d'adéquation : une dans le cadre du RGPD et l'autre dans celui de la directive en matière de protection des données dans le domaine répressif ([Communiqué CE](#) du 19-02-2021).

Projet de loi 4D et procédures Cnil – Le projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et diverses mesures de simplification (4D) prévoit de simplifier les procédures de mise en demeure et de sanction de la Cnil et d'accélérer le partage de données entre administrations au bénéfice de l'utilisateur ([Projet de loi 4D](#) transmis au Conseil d'Etat le 18-02-2021).

Internet par satellite – L'Arcep attribue une autorisation d'utilisation de fréquences à la société Starlink lui permettant de fournir un accès à internet fixe par satellite. SpaceX dispose désormais de quatre autorisations de l'Arcep lui permettant de déployer son offre en France ([Communiqué Arcep](#) du 18-02-2021).

Pas d'improvisation sur les modalités de vote à l'élection présidentielle – La commission des lois du Sénat s'oppose à un amendement du Gouvernement déposé *in extremis* à la fin de la navette parlementaire du projet de loi organique portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République. L'amendement visait à autoriser le "vote anticipé" au moyen de machines à voter ([Amendement n°32](#) et [Communiqué Sénat](#) du 17-02-2021).

Les Français et la protection des données personnelles – Une étude Oracle - Odoxa basée sur une enquête menée en ligne les 6 et 7 janvier 2021 montre que « 70% des Français se déclarent préoccupés par les informations qui peuvent être collectées par les sites web lorsqu'ils surfent sur Internet ou qu'ils effectuent des achats sur des sites de e-commerce » ([IT News Info](#) du 04-02-2021).

Panorama du cybercrime 2020 – Dans son panorama du cybercrime 2020 marqué par l'impact de la pandémie, le Clusif s'est attardé sur les ransomwares en forte augmentation. Après les entreprises, les collectivités territoriales sont particulièrement touchées par ce fléau ([IT News Info](#) du 02-02-2021).

Requêtes gouvernementales Amazon – Dans son dernier [rapport semestriel de transparence](#), Amazon a déclaré avoir traité 27 664 demandes gouvernementales de données utilisateur au cours des six derniers mois de 2020, soit une augmentation de près de 800 % ([TechCrunch.com](#) du 01-02-2021).

Rapport annuel d'Opposetel – Le système Bloctel d'opposition au démarchage téléphonique a enregistré plus de 620 000 réclamations en 2019, soit 70 % de plus qu'en 2018. La DGCCRF n'a pourtant prononcé que 77 sanctions en la matière ([Rapport annuel 2019](#) du 01-02-2021).

Plan de relance spatial – Le Centre national d'études spatiales (CNES), « opérateur unique du plan de relance spatial », a publié son plan de relance spatial pour l'attribution des 500 millions d'euros annoncés par le président de la République ([France Relance](#)). Ce plan s'adresse à toutes les entreprises du secteur spatial ([Plan de relance spatial](#) du 29-01-2021).

Reconnaissance faciale – Le Conseil de l'Europe a publié de nouvelles lignes directrices à l'attention des gouvernements et des fournisseurs de technologies de reconnaissance faciale pour fixer un cadre respectueux des droits fondamentaux (transparence et vie privée). Sont notamment préconisés, le consentement explicite, l'interdiction de la reconnaissance faciale à des fins discriminatoires et la mise en place d'une procédure de labellisation ([Lignes directrices](#) du 28-01-2021).

Redevance copie privée – Un amendement à la proposition de loi « Réduire l'empreinte environnementale du numérique en France » adopté par les sénateurs le 12 janvier, prévoit d'exclure de l'obligation de rémunération pour copie privée, « les produits reconditionnés dont les smartphones et ordinateurs ayant déjà fait l'objet d'une première mise sur le marché en Europe » ([Amendement CHAIZE](#) du 12-01-2021).

JTIL est éditée par Alain Bensoussan Selas, société d'exercice libéral par actions simplifiée, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris

Président : Alain Bensoussan. Directeur de la publication : Alain Bensoussan - Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier.

Diffusée uniquement par voie électronique - gratuit - ISSN 1634-0701

©Alain Bensoussan 2021

Vous recevez ce courriel car vous êtes abonné à cette alerte. Se désabonner en cliquant sur le lien :

<https://www.lexing.law/unsubscribe/?email=<mail>>